

04 Octobre 2017

Jean-Yves Sarméo

L'Espagne est un état de droit. Les factieux doivent être sanctionnés.

François Serrano

Ha mais je peux vous dire après quelques jours en Espagne que ce que vous dites est une énormité particulièrement nauséabonde. seule Votre ignorance totale de la question vous excuse et encore, ne sachant rien du sujet vous pourriez éviter de cautionner l'usage disproportionné de la violence sur une population pacifique. J'ai vu de mes yeux des brutes tabasser gratuitement des femmes au sol, sans défense, parfaitement inoffensives : vous l'avez vu aussi, et si vous cautionnez ça, vous n'êtes pas digne d'être mon ami, je vous le dis très franchement. Pour combler vos lacunes, l'Espagne n'est pas un état de droit comme la France. En Espagne vous avez eu Franco de 1939 à 1975, et après 1975 tous les responsables du régime et leur progéniture ont été recyclés soit dans l'économie soit dans la politique au Parti Populaire. Ce n'est pas un jugement de valeur, c'est une réalité que tout Espagnol connaît parfaitement. La droite espagnole du PP est l'héritière directe du franquisme par son personnel politique (soit des ex-franquistes, soit leur progéniture, avec un clan Franco omniprésente non seulement en politique mais dans l'économie) mais aussi par son idéologie et comme on l'a vu ce weekend ses méthodes brutales : c'est un parti qui n'a non seulement jamais renié l'histoire franquiste mais qui continue à l'honorer en maintenant et restaurant des noms de rues et des monuments franquistes, en faisant régulièrement l'éloge du franquisme avec un révisionnisme total, à refuser de reconnaître les centaines de milliers de victimes, et qui finance avec des fonds publics une fondation Franco qui est là pour perpétuer son héritage culturel. Les seules manifestations anti-indépendantistes samedi étaient le fait de la Phallange, avec chant franquistes et bras levés.

Par ailleurs visiblement vous ne comprenez pas (et c'est pas votre faute car les grands médias français se gardent bien d'en parler) c'est que l'origine du problème remonte à 2006 avec un réel coup d'état institutionnel de Rajoy en 2010. A la base les indépendantistes étaient assez peu nombreux. En 2006 le parlement catalan à 120 députés sur 135 (seuls 15 députés du PP ont voté contre) a voté un Statut régional d'autonomie tout à fait raisonnable, en rien indépendantiste, dans une logique tout à fait fédérale aux sein de l'Etat espagnol (qui a été accordé aux Basques). Ce Statut a été approuvé aux Cortes (le parlement espagnol) mais le PP a saisi le Tribunal Constitutionnel - entité non-élue et totalement noyauté par le PP (aucune séparation des pouvoirs en Espagne, et c'est pour ça que ce n'est pas un état de droit) - qui a largement détruit ce Statut qui était insupportable à l'idéologie franquiste ultra-jacobine, ultra-nationaliste primaire. Et c'est lui qui a créé de toute pièce l'indépendantisme, le renforçant encore plus ce weekend.

Depuis le gouvernement Rajoy est dans un déni total de la question catalane, refuse tout débat, rétorque toute proposition de loi émanant du parlement catalan. C'est aussi un gouvernement qui a orchestré de faux scandales à la veille des élections de 2015 (tout de même remportées par les partis indépendantistes, majoritaires au parlement) pour nuire au personnel politique catalan avec un méga cabinet noir composé d'ex-membres de la police politique franquiste : un méga-Watergate sur lequel n'importe quel gouvernement réellement démocratique aurait sauté. Donc les Catalans en ont marre et refusent de continuer à vivre dans un état actuellement non-démocratique et qui bafoue toutes les lois d'un état de droit. C'est Rajoy le factieux.

Je crois que vous connaissez mal les méthodes du gouvernement espagnol du PP , qui est non seulement une émanation du franquisme (avec son personnel politique, son idéologie, ses méthodes) mais aussi une "organisation criminelle" (c'est d'ailleurs aujourd'hui le terme juridique qui pend au nez de ce parti qui pourrait être bien dissous) : plus de 1300 inculpations pour corruption aggravée, 10 morts "suspectes" avant qu'ils puissent témoigner, récemment l'incendie d'un palais de justice à Valence pour faire disparaître les documents, organisation d'un cabinet noir avéré , composé de membres de la police politique franquiste et de grande ampleur pour fabriquer de toutes pièces avec la complicité de médias aux ordres comme El Mundo des faux scandales sur des personnalités catalanes avant les élections régionales de 2005.

Si vous parlez espagnol (mais j'en doute vu que vous ne connaissez rien au dossier) un bon et édifiant documentaire sur le sujet :

➤ <https://www.youtube.com/watch?v=nK5b1W9OPok>

Vos considérations sont désolé de vous le dire à côté de la plaque. Aujourd'hui la réalité c'est que vous avez un état, qui n'est plus un état de droit et ce depuis longtemps, et qui a depuis dimanche violé l'ensemble des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, et donc tous les traités fondateurs de l'UE qui ont valeur constitutionnelle. C'est CA l'enjeu qui devrait vous préoccuper, et très sérieusement . Car si l'UE ne bouge pas elle crée le précédent que n'importe quel état peut violer tous les droits de l'homme sans être exclu de l'UE : je vous laisse méditer les implications possibles pour notre pays, y compris en ce moment où l'état d'urgence devient loi permanente.

Les Catalans en ce moment ils se battent pour VOS droits fondamentaux de citoyen européen.

[LAS CLOACAS DE INTERIOR](#)

Las malas prácticas y la corrupción...

[youtube.com](#)